



1^{er} ÉTAPE ÉTAPE DU SMART CITIES TOUR 2021

La capitale de l'Artois accueillait début juillet la première étape 2021 du Smart Cities Tour. L'occasion de revenir sur son concept de ville intelligente inclusive en évoquant des enjeux tels que la lutte contre l'illectronisme, l'acculturation au numérique auprès des citoyens mais aussi des agents, sans oublier le financement de cette Smart city « accessible à tous ».

ARRAS

La « Smart city humaine »



Evelyne Beaumont, adjointe au quartier Centre, en charge de la Transition Numérique et Conseillère de la CUA (Communauté Urbaine d'Arras), a présenté la stratégie « ville humaine » qu'Arras déploie dans le cadre de son projet smart city initié en 2017.



Le chef-lieu du Pas-de-Calais a fait de l'inclusion la priorité de son projet Smart city lancé en 2017. Une démarche qui se distingue principalement par sa stratégie numérique « centrée sur l'humain ». Chaque année, depuis 2019, la ville forme par exemple près de 350 Arrageois aux usages digitaux. Et en interne : les agents comme les élus bénéficient également de formations et d'ateliers dédiés au numérique. « La

crise sanitaire nous a montré combien les outils digitaux étaient devenus importants. Plus que jamais, le numérique doit donc être accessible à tous », a rappelé Evelyne Beaumont, Adjointe au quartier Centre, en charge de la Transition Numérique, Conseillère de la CUA (Communauté Urbaine d'Arras).

Elle s'exprimait le 1^{er} juillet dernier à l'occasion de la première étape 2021 du Smart Cities Tour des villes moyennes et petites. Cet événement itinérant a pour ambition de démystifier la démarche smart city auprès des élus et des cadres territoriaux en allant à leur rencontre partout en France. Démystifier le numérique, auprès de citoyens, des agents comme des élus, étaient effectivement au cœur des prises de paroles de la douzaine d'intervenants qui se sont exprimés durant cette matinée.

« Le digital suscite encore beaucoup de craintes. Pour les lever, il faut redonner au numérique une dimension humaine. Par exemple, l'accompagnement aux usages digitaux doit être en partie assuré en présentiel », a expliqué Pierre Ferrari, Directeur de la Stratégie Numérique d'Arras. Les Arrageois formés chaque année, bénéficient ainsi de l'aide de formateurs spécialisés, durant des ateliers en présentiel et non en ligne. Bien entendu, l'année 2020 a fait quelque peu exception avec davantage d'e-learning. Mais l'accompagnement humain reste au cœur de la démarche d'inclusion numérique

de la ville d'Arras. Un avis partagé par Maurice Monoky, Directeur de l'AFP2i Pas-de-Calais, association formant notamment des publics en difficulté aux usages du numérique. « Une partie de la population, en particulier les personnes en situation d'illectronisme, a besoin de formation en présentiel », a-t-il estimé. « Pour ne pas les mettre à l'écart, nous visons une part de Digital Learning dans nos formations de l'ordre de 30 % ».

Il a tenu à rappeler que cet illectronisme (état d'une personne qui ne maîtrise pas l'utilisation de ressources numériques) concernait en moyenne environ 17 % de la population française. Et contrairement à certaines idées reçues, les seniors ne sont pas les seuls représentants de cette population en difficulté avec la digital. « Il y a bien un effet générationnel. Mais une partie des jeunes est aussi concernée. Ils peuvent par exemple être à l'aise sur un réseau social, mais totalement démunis face à des démarches en ligne. C'est un phénomène qui touche tout le monde », a résumé le formateur.

Equiper les familles et les agents de matériel informatique

Une des premières raisons de l'illectronisme est le manque d'équipement, ont souligné Pierre Ferrari comme Maurice Monoky. C'est pourquoi la ville d'Arras a équipé environ 300 familles d'ordinateurs en 2020. « Durant la crise sanitaire, les enfants

Le Wifi public, accessible dans de larges parties de la ville, fait partie de la stratégie d'inclusion numérique d'Arras.

de ces familles ne pouvaient pas accéder aux cours en ligne. Il fallait donc trouver une solution », a expliqué Pierre Ferrari. En interne, les agents de terrain qui n'étaient pas jusqu'alors équipés ont également reçu des ordinateurs. « Nous avons aussi modernisé des salles de réunion en y installant des outils de visioconférence ».

Dans les mois qui viennent, Arras va accueillir six conseillers numériques proposés par l'État dans le cadre du plan de relance (quatre pour la ville et deux pour la CUA). « Le plan de relance traduit une volonté sans précédent de l'État français pour l'inclusion numérique, avec 250 millions d'euros mobilisés », a rappelé Grégory Jacob, du Programme Société Numérique, à l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT). « Cette volonté se concrétise par une mesure phare qui est la mise en place de 4000 conseillers. L'Etat subventionne leurs salaires et nous prenons en charge leur formation ».

Pour Arras ces six conseillers « sont une chance », a estimé Pierre Ferrari. Ils devraient ainsi permettre de former deux fois plus d'Arrageois chaque année, soit près de 600. « Ils



Grégory Jacob (au micro), du Programme Société Numérique, à l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires, avec Maurice Monoky, directeur de l'AFP2i Pas-de-Calais, et Pierre Ferrari, Directeur de la Stratégie Numérique d'Arras.



« Le digital suscite encore beaucoup de craintes, explique Pierre Ferrari, Directeur de la Stratégie Numérique d'Arras. Pour les lever, il faut redonner au numérique une dimension humaine. Par exemple, l'accompagnement aux usages digitaux doit être en partie assuré en présentiel ».

tions autour du digital, organisés avec divers partenaires du territoire, dont des entreprises privées. « Chaque édition rencontre plus de succès que la précédente. Preuve que le public est de plus en plus intéressé par la question du numérique ». Autre initiative évoquée : les « ambassadeurs du numérique », une communauté de seniors, créée en 2019, qui forme d'autres seniors aux usages des outils digitaux.

Pour Pierre Ferrari comme Grégory Jacob, c'est bien la multiplication des mesures qui a un impact significatif sur l'inclusion numérique. « Les 4000 conseillers numériques pourront former les 13 à 14 millions de Français en situation d'illectronisme. Nous posons simplement des bases. Il faudra inscrire la démarche dans la durée », a ainsi souligné Grégory Jacob.

Comment financer la Smart city inclusive ?

L'inclusion numérique a un coût. Mais de nombreuses solutions de financement existent. Une des recettes de la ville d'Arras pour obtenir des aides financières : « Il faut parfois intégrer le numérique dans des projets plus larges, par exemple dédiés au commerce ou au logement », a expliqué Denis Hourde, Directeur Stratégies partenariales Politiques contractuelles, Département Finances et Modernisation. Un des exemples est le financement de son nouveau pôle éducatif du Val de Scarpe. « Sur 10 millions d'euros d'investissement, environ 300 000 euros étaient dédiés au numérique. Sur ce volet digital, nous avons bénéficié de 80 % de subventions de l'État, soit 200 000 euros, au titre de la dotation politique de la ville (DPV) ». Arras a réitéré avec le même principe pour l'équipement numérique de ses écoles, avec également des financements de l'ordre de 70 à 80 % via la dotation politique de la ville ou de solidarité à l'invest-



« Notre ville est devenue un territoire d'expérimentation pour des partenaires comme le groupe La Poste ou Enedis, explique Raphaël Dirix (ville de Roubaix), cela nous permet de tester des solutions à moindre coût ».

tissement public local, en fonction de la localisation de ces écoles. Le WiFi public déployé sur la Grand-Place d'Arras a pour sa part bénéficié de 50 % de subventions de la Banque des Territoires, sur un budget d'environ 37 000 euros.

Au-delà de l'argent public, les partenariats avec des entreprises privées, offrent également des solutions pertinentes pour financer des projets d'inclusion numérique, a précisé Denis Hourde. Un avis partagé par Pour Raphaël Dirix, Chef de Projet Ville Intelligente de Roubaix : « Notre ville est devenue un territoire d'expérimentation pour des partenaires comme le groupe La Poste ou Enedis. Cela nous permet de tester des solutions à moindre coût ». Roubaix possède également un fonds « smart city », doté de 80 à 100 000 euros par an, afin de financer des expérimentations portées par des start-up. « Une manière d'obtenir des subventions est d'avoir un dossier bien construit, qui raconte une histoire. C'est le cas par exemple avec le fonds européen Feeder », a-t-il également indiqué.

L'inclusion par la data

La démarche inclusive d'Arras repose largement sur l'exploitation de la donnée. Son projet Vasco vise par exemple à utiliser la data pour créer de nouveaux outils d'aide à la décision pour les directions métier. Il est aujourd'hui exploité pour redynamiser les commerces de centre-ville. « Nous avons collecté, mais aussi acheté, des données pour connaître quel est le panier moyen d'un consommateur à Arras, combien de temps il passe en ville, comment il se déplace, etc. », a expliqué Pierre Ferrari. « Ces informations sont utiles pour orienter notre politique en faveur du commerce de proximité ».

Comment structurer une démarche

data ? Côté financement, la mutualisation est une solution recommandée par la Caisse des Dépôts et Consignations. « Une ville petite ou moyenne n'a pas les moyens de s'offrir une plateforme Big Data et les services d'un data scientist », a rappelé Thierry Hamon, responsable Smart City branche DSI. « Mais plusieurs communes peuvent se regrouper pour déployer ces services ensemble et partager les investissements ».

Ne pas s'engager seul dans la démarche data et se rapprocher d'autres acteurs publics est également une approche pertinente, a pour sa part souligné Jérémie Nestel, Directeur de la Transformation Numérique et de l'Innovation de la Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane : « Nous nous sommes rapprochés de l'agence de l'urbanisme pour développer un lac de données. Elle avait déjà des compétences dans ce domaine. Il faut commencer par mobiliser les compétences déjà présentes sur le territoire », a-t-il estimé.

Enfin, les acteurs privés peuvent également constituer des partenaires non négligeables, notamment pour la collecte des données. Majid Ziraoui, administrateur des données pour la DR Nord Pas de Calais d'Enedis, a ainsi rappelé que l'énergéticien pouvait fournir de nombreux jeux de données intéressantes pour une collectivité. « Les informations remontées par nos compteurs communicants (Linky) sont par exemple un bon moyen de savoir s'il y a des opportunités d'auto-



« Les informations remontées par nos compteurs communicants (Linky) sont par exemple un bon moyen de savoir s'il y a des opportunités d'autoconsommation sur un territoire ». Majid Ziraoui, administrateur des données pour la DR Nord Pas de Calais d'Enedis



Table ronde sur la donnée au cœur des politiques publiques, avec, de gauche à droite : Jérémie Nestel (Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane), Pierre Ferrari, (ville d'Arras), Majid Ziraoui (Enedis), Thierry Hamon (à l'écran, Caisse des Dépôts et Consignations), et Ariel Gomez (Smart City Mag).

consommation sur un territoire. Des applications sont également possibles dans les domaines de l'éclairage intelligent, du photovoltaïque ou encore de la mobilité électrique. Nous proposons au total plus de 70 jeux de données en open-data ».

Jean-Luc Sallaberry, chef du Département Numérique de la FNCCR (1), a conclu cette matinée d'échanges en rappelant les enjeux de gouvernance de la donnée publique. « Les collectivités doivent garder la maîtrise de leurs données. Il faudra légiférer sur ce point, pour qu'elles puissent pleinement prendre en main la gouvernance des données des territoires. Nous militons en ce sens à la FNCCR ». ■

(1) FNCCR : Fédération nationale des collectivités concédantes et régies



« Les collectivités doivent garder la maîtrise de leurs données, a expliqué Jean-Luc Sallaberry, chef du Département Numérique de la FNCCR en conclusion de la matinée. Il faudra légiférer sur ce point, pour qu'elles puissent pleinement prendre en main la gouvernance des données des territoires ».



En 2021, le Smart Cities Tour se poursuivra par une étape à Angers prévue le 9 septembre.

AVEC LE SOUTIEN DE CITELUM ET D'ENEDIS

